



Bilan de la rentrée scolaire 2010 dans le Val d'Oise : les dégradations s'accroissent !

Le lundi 8 novembre 2010 aura lieu le CDEN (Conseil Départemental de l'Education Nationale, présidé par le Préfet) qui examinera le bilan de la rentrée dans les écoles du Val d'Oise. Les documents préparatoires à cette commission, confirment nos craintes et nos alertes réitérées quant à la dégradation des conditions de scolarisation des élèves et des conditions de travail des enseignants :

- Augmentation du nombre d'élèves : 41% au dessus des prévisions

Les effectifs élèves dans le 1^{er} degré continuent de progresser dans le Val d'Oise. Alors que les prévisions retenues en mars 2010 envisageaient une augmentation d'effectifs estimée à 1317 élèves, le constat établi au mois d'octobre par l'inspection académique fait apparaître une augmentation de 1867 élèves. Ainsi 550 élèves non comptabilisés dans les prévisions ont été accueillis dans les écoles du Val d'Oise et n'ont pas fait l'objet d'une prise en compte dans les moyens alloués à cette rentrée à notre département.

- Baisse du volume d'emploi : la moyenne des effectifs par classe va encore augmenter !

En comparant les rentrées 2008 et 2010, nous relevons que, malgré une augmentation totale des effectifs de 2833 élèves, le volume d'emploi diminue en passant de 7113 en 2008 à 7078 à la rentrée 2010. Le taux d'encadrement est en recul, marqué par un décrochage par rapport à la moyenne nationale, installant ainsi le Val d'Oise durablement dans une situation de dégradation continue depuis 3 ans.

- La continuité du service public d'éducation n'est pas assurée !

Dans ce contexte de réduction de postes, les remplacements, notamment ceux de courtes durées, ne peuvent être assurés. Alors qu'habituellement notre département rencontrait des problèmes de remplacement entre décembre et mars, cette année pour la première fois, de nombreuses écoles sur différents secteurs du département nous signalent dès la fin septembre des problèmes de remplacement.

- Les RASED sont sacrifiés !

En 2008 Sur le Val d'Oise, 86 postes de RASED sur les 293 devaient être supprimés. Suite à une importante mobilisation le ministre s'est vu obligé de reconnaître le rôle des RASED dans la lutte contre l'échec scolaire et de revenir partiellement sur les suppressions de ces postes.

Conformément aux engagements ministériels, seuls 43 postes sur les 86 ont été supprimés et les 43 autres ont été inscrits en « surnombre » dans la dotation d'emplois du Val d'Oise et figuraient chaque année, dans les documents communiqués par l'IA aux organisations syndicales sur la répartition des emplois.

L'IA annonce la suppression probable de ces 43 postes à la rentrée prochaine et leur réaffectation pour faire face à la hausse des effectifs dans un contexte de réduction drastique des moyens alloués à l'école.

La suppression de ces 43 postes va se traduire inévitablement par une baisse des résultats des écoles par ce que cette décision les prive des moyens déjà insuffisants consacrés à la lutte contre l'échec scolaire.

Cet ensemble non exhaustif de régressions confirmées dans ce bilan démontre la détérioration des conditions de scolarisation dans le Val d'Oise. Ainsi notre département ne scolarise plus que 512 (soit 3%) des enfants de 2 à 3 ans à cette rentrée alors qu'en 2008 ce taux était de 8,6% correspondant à 1586 élèves.

Par ailleurs, avec une nouvelle formation initiale considérablement réduite, les conditions d'entrée dans le métier d'enseignant sont catastrophiques. De même, sur instruction du ministère, d'ici le 30 juin 2010, le Val d'Oise devra réduire de 30% le volume de postes d'EVS (contrats aidés). Ainsi sur les 1340 emplois dont dispose le Val d'Oise, plus de 400 devront être supprimés, notamment ceux exerçant sur la mission d'aide administrative.

De plus, le gouvernement confirme la volonté de poursuivre les réductions de postes d'enseignants. Pour la rentrée 2011 ce sont ainsi 16.000 nouvelles suppressions dans l'Education qui sont programmées dont 9000 pour le 1^{er} degré alors que les effectifs élèves augmentent.

Cette saignée dans les moyens remet en cause tout le travail des équipes enseignantes et expose dangereusement l'avenir des élèves et notamment les plus fragiles d'entre eux. Nous condamnons ces orientations nationales et leurs traductions à tous les niveaux qui ne peuvent se faire qu'au détriment de la qualité du Service Public d'Education dans notre pays. De telles contraintes budgétaires font peser de réelles menaces sur le fonctionnement des écoles : augmentation des effectifs par classe, révision des seuils, devenir des postes spécifiques (RASED, postes ZEP...) Une autre orientation pour l'école publique est nécessaire et il est urgent d'inscrire l'école au rang de priorité de la Nation.